

MAURITANIE

JEUNE AFRIQUE N° 1219 — 16 MAI 1984

Mauritanie Arrestations, tortures, assassinats : depuis le début de l'année, le pays est entré dans l'engrenage de la répression.

Mourir à Nouakchott

Abdelaziz Dahmani

La société mauritanienne faisait partie des groupes humains les plus policés du monde. Lorsque deux Mauritaniens se rencontraient, ils se confondaient souvent en d'interminables politesses, qui commençaient par l'immuable « *chtari* » (« comment ça va ? »).

Aujourd'hui, l'atmosphère est à l'inquiétude, et les questions portent d'abord sur... les dernières arrestations. On échange furtivement des informations, tout en s'assurant qu'il n'y a pas d'oreilles indiscretes dans les parages. Car il arrive souvent que des citoyens soient emmenés et torturés suite à l'excès de zèle de délateurs anonymes. Depuis des mois, mais surtout depuis le début de l'année, les arrestations se sont multipliées, touchant des citoyens par dizaines. Souvent sous l'accusation de complots « pro-libyens », « pro-nassériens », « pro-irakiens » ou « pro-marocains ».

On dénombre aujourd'hui plusieurs centaines de prisonniers d'opinion souvent détenus dans des conditions inhumaines. C'est le corps enseignant qui a été le plus frappé par la vague, même si certains de ses membres étaient, il y a quelques semaines encore, des inconditionnels du régime.

L'une des victimes les plus

connues de ces persécutions est M. El Koury Ould M'Heitty, le secrétaire général de l'Union des travailleurs mauritaniens (syndicat unique). Il y a deux ans, M. Ould M'Heitty fut imposé à ce poste bien que son groupe fût minoritaire au sein de l'organisation. Une plainte fut même déposée devant le bureau international du travail. Mais le gouvernement de Nouakchott, qui flirtait alors avec la Libye, n'avait pas cédé. Depuis, les liens avec Tripoli se sont distendus et le dirigeant syndical est accusé, avec plusieurs de ses camarades, de comploter en faveur de la Libye.

Des journalistes, des enseignants, des anciens gouverneurs régionaux, le président de l'Union nationale des étudiants et stagiaires, Hamoud Ould Abdi, et Ahmed Baba Miské, encore « premier ministrable » il y a quelques mois, ont été incarcérés récemment. Les dernières arrestations concernent des élèves officiers de l'école interarmes d'Atar.

Les conditions de détention se sont à ce point durcies qu'Amnesty International ainsi que l'ACAT (Association des chrétiens pour l'abolition de la torture), ont lancé une campagne mondiale. Des centaines de lettres en provenance de tous les continents ont été adressées au chef de l'Etat, le lieutenant-

colonel Khouna Ould Haidalla et aux ministres de l'Intérieur et de la Justice. *Jeune Afrique* en a reçu autant de copies.

Pour l'heure, rien ne semble avoir changé à Nouakchott. C'est ainsi que M. Sidi Mohamed Ould Labatt, jeune économiste et cadre supérieur de la SMCPP (Société mauritanienne de commercialisation des produits pétroliers) est mort des suites des sévices subis à la mi-avril.

Ces dernières semaines, nombre de tortionnaires ont élu domicile à l'hôtel des députés, dans le quartier administratif de la capitale. Plusieurs chambres de cet établissement, naguère réservé aux députés, ont été transformées en salles de tortures.

Ne pas oublier les « vétérans » des prisons

« Juste » retour des choses, les tortionnaires se retrouvent parfois au nombre des victimes. Ainsi un certain « Carlos » — pas le célèbre terroriste mais un policier qui s'était signalé ces dernières années par ses méthodes brutales.

Si les récentes arrestations ont ému l'opinion internationale, il ne faudrait pas oublier pour autant les « vétérans » des prisons mauritaniennes : l'économiste Abderahman Ould Mouloud, détenu depuis quatre ans et demi. Son procès a eu lieu fin mars, et faute d'accusations solides, il a été libéré sur le champ... pour être renvoyé en prison deux jours plus tard, « *sur ordre supérieur* » ; M. Ould Hormatallah, ancien député de Dakhla, détenu depuis quatre ans à Boumbeit, au centre du pays. Il ne bénéficie d'aucun soin malgré un état de santé jugé grave ; le colonel Mustafa Ould Saleck, auteur du coup d'Etat du 10 juillet 1978 et l'ancien Premier ministre Sid Ahmed Ould Bneidjara, l'un des inspirateurs de ce coup, font également partie des plus anciens prisonniers politiques de Mauritanie.

L'engrenage de la répression s'ajoutant à la famine dont souffrent plusieurs régions du pays, la Mauritanie vit sans doute les heures les plus sombres de son histoire. ■